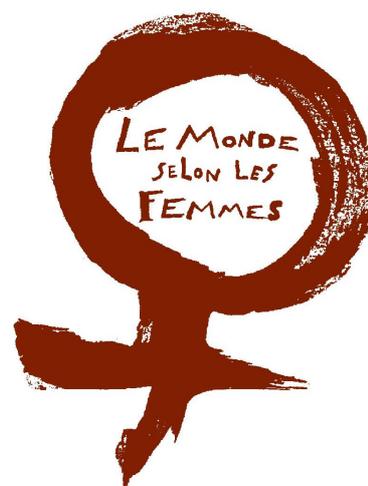


Genre et indicateurs de développement

Actes du 8 mars 2006



Le Monde selon les femmes

Genre et indicateurs de développement, Poupette Choque.
Rapport Maude Malengrez, Bruxelles, 2006

© Le Monde selon les femmes.

Avec l'aide de la DGCD, de l'Union Européenne, de WIDE, de Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes, de Talitha Koum.
Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Monde selon les femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

Le Monde selon les femmes
18 rue de la Sablonnière • 1000 Bruxelles • Belgique Tél 32 2 223 05 12
Fax 32 2 223 15 12 • Compte n° 310-1217399-38
www.mondefemmes.org

Dépôt légal : D/2006/7926-01

Sommaire

Introduction	5
Les indicateurs pour une analyse de genre,.....	7
La signification et l'utilité des indicateurs.....	8
Nouvelles initiatives : des indicateurs liés à l'utilisation du temps.....	10
Des outils pour la recherche sur le genre et le commerce.....	10
Indicateurs de volonté politique.....	11
Les limites des indicateurs ou comment bien les utiliser	11
Les indicateurs, une baguette magique ? Non, mais.....	12
En résumé, les indicateurs de pauvreté et de genre	12
L'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA)	14
Enseignements tirés.....	15
Voie à suivre	16
Les limites de l'approche par Indicateurs pour aborder l'empowerment des femmes	17
Des indicateurs, pourquoi faire ?.....	17
Comment mettre sur pied des indicateurs :.....	17
Notion d'empowerment	17
Rappel du concept d'empowerment vu par les mouvements de femmes	18
Quatre approches du 'pouvoir' (inspirées de la théorie de Foucault) ..	18
Empowerment : deux niveaux.....	19
La mesure de l'empowerment selon Naïla Kabeer.....	19
Critiques des indicateurs utilisés par les Institutions Internationales ..	20
Questions des parlementaires présent-es.....	21
Débat avec le public.....	25
Réponses des intervenantes :.....	26
Ateliers.....	28
Atelier 1, animé par Sophie Charlier.....	28
Atelier 2, animé par Alma Espino Gonzalez	28
Atelier 3, animé par Tacko Ndiaye	29
Gender indicators in policy-making	33
Collection « Analyse & plaidoyer » du Monde selon les femmes.....	35

Introduction

par Hélène Ryckmans

Responsable de la revue *Palabras*, formatrice au *Monde selon les femmes*, Présidente de la Commission Femmes et Développement.

Au nom du *Monde selon les femmes* et de *Wide* (Réseau féministe européen), je vous remercie de votre présence et je remercie nos invitées d'être venues nous rejoindre. Je remercie également Poupette Choque pour l'organisation de cette journée des femmes 2006. Depuis 1993, le *Monde selon les femmes* organise le 8 mars, une journée des femmes. Le thème de ces rencontres annuelles a toujours été, sous un angle ou sous un autre, la lutte contre la pauvreté. Cette année, l'accent est mis sur les indicateurs de développement sous l'angle du genre, et nous voulons partager notre réflexion avec les politiques et les chercheur-es des universités, du Nord et du Sud. Depuis plus de 30 ans maintenant, depuis l'année internationale de la femme en 1975, les femmes demandent que les données désagrégées par sexe soient collectées, publiées et diffusées pour être accessibles, et soient utilisées, dans tous les domaines et secteurs.

Les indicateurs de développement sexo-spécifiques ou intégrant les rapports de genre sont en effet des outils importants. Ce sont des outils d'information, qui visibilisent le travail, les activités, la place et les apports des femmes à la société. Ce sont également des outils de politiques sociales : des indicateurs pertinents permettent en effet de concevoir des politiques sociales tenant compte des spécificités de genre et d'en analyser l'impact différencié sur les femmes et sur les hommes. Alors que la pauvreté augmente et que les femmes y paient un lourd tribut, la question est de savoir quels sont les indicateurs de développement à même de susciter une politique égalitaire. Les indicateurs remplissent dès lors un autre rôle : ce sont des outils de plaidoyer politique, des éléments d'argumentaire et d'appel à l'action politique pour un développement durable et égalitaire, durable parce qu'égalitaire.

Un élément gardera toute notre attention : les indicateurs ne sont que des outils, ils ont leurs limites, et il en existe de plusieurs types :

quantitatifs mais aussi qualitatifs, de processus... Alors, où en sommes nous en 2006 ? Après les travaux précurseurs de l'Organisation internationale du travail et des statisticiens du travail, plus de dix ans après l'élaboration des indices sexo-spécifiques de développement humain du PNUD, présentés à l'occasion de la Conférence de Pékin de 95, où en sommes nous ? C'est sur cette question que nous nous pencherons aujourd'hui.

Les indicateurs pour une analyse de genre,

par Alma Espino Gonzales
Instituto Economia, FCEyA, Montevideo, Uruguay.

Tout d'abord, il faut se poser la question de ce que sont les indicateurs, leur type et leurs objectifs. Ils sont une mesure quantitative ou qualitative pour synthétiser l'information et répondre à des questions d'ordre social, économique, démographique ou d'autre nature. Ils rendent visibles les aspects concrets de changement d'une situation, permettent d'en connaître l'amplitude, de fixer des objectifs et d'en assurer le suivi. Mesurant les inégalités dues au genre, les indicateurs sont ainsi des outils fondamentaux pour un changement pour l'égalité. Les objectifs sont de visualiser l'apport des femmes au développement, ainsi que les inégalités en raison du sexe.. Aussi, de faire connaître les aspects spécifiques de la situation des femmes, évaluer les changements dans le temps et comparer leur place par rapport à celle des hommes. Ils permettent également de comparer les situations selon les pays et les régions, bien qu'il existe à ce niveau des limites dans les possibilités de comparaison.

Les indicateurs permettent d'identifier les différences d'impact qu'ont les processus économiques et sociaux et les politiques en application, comme les politiques de libéralisation commerciale, les plans d'ajustement structurel, les privatisations,...

Certaines politiques d'amélioration des conditions de vie des populations soi-disant « neutres » par rapport au genre mènent à des inégalités.

L'ignorer peut mettre en péril l'efficacité d'une politique, et l'accession à l'égalité.

Les indicateurs sont également une source de recommandations et d'évaluations, et permettent ainsi de sensibiliser les différents acteurs politiques. Les indicateurs sont formulés afin de prendre de meilleures décisions. Il est donc important qu'ils soient formulés de manière claire, compréhensible et transparente pour les différents acteurs investis dans le projet.

Selon le type d'information que l'on veut recueillir, on peut distinguer les indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Les indicateurs quantitatifs expriment la quantité (combien) et la fréquence (chiffres et pourcentages). Les principales méthodes utilisées pour les construire et vérifier sont les recensements, les enquêtes, les entrevues structurées, les modèles mathématiques et

les modèles économétriques. Par exemple, ces indicateurs peuvent être le pourcentage de femmes et d'hommes membres d'organisations de producteurs, par type d'organisation, ou encore le pourcentage de femmes dirigeantes, par type d'organisation.

Les indicateurs qualitatifs rendent compte de qualités, de caractéristiques ou de phénomènes intangibles. Ils se réfèrent à des perceptions, pratiques, opinions, capacités ou faits, et décrivent entre autre choses les situations et conditions de vies des personnes, les relations de pouvoir et d'inégalité, les changements dans le ressenti, la satisfaction et la compréhension des personnes sur un fait.

Ils sont particulièrement utiles pour comprendre le point de vue, les intérêts et les priorités des acteurs d'un projet. Lorsque le changement espéré se réfère à des changements de connaissances, attitudes et aptitudes des personnes pour développer leurs potentialités et surmonter la pauvreté, l'application de ce type d'indicateur est importante et nécessaire pendant et après la mise sur pied du projet.

La signification et l'utilité des indicateurs

Les indicateurs permettent à la société civile d'organiser ses priorités et de faire un suivi des engagements politiques axés sur l'égalité et le résultat de ces actions. Ils permettent de sélectionner certains thèmes en vue d'établir des revendications.

Quelques exemples :

En Uruguay, début des années 80', quelques indicateurs comme les brèches salariales, qui paraissent aujourd'hui évidents, ont été utiles à la pression exercée par les femmes syndicalistes dans leurs demandes d'égalité salariale. En effet, la révision des conventions collectives pour changer de catégories ou redéfinir celles qui contenaient des discriminations entre les sexes a été obtenue.

Plus récemment, les indicateurs du marché du travail ont facilité le travail des Commissions tripartites d'Égalité des chances créées dans les pays du *Mercosur* (*Mercado Común del Sur*, ou Marché commun du cône Sud, entente d'intégration économique conclue en 1991), en renforçant leurs arguments.

Une des conquêtes les plus importantes, découlant d'actions de sensibilisation et de pression des mouvements de femmes et féministes que les gouvernements signataires doivent assumer suite à la Conférence de Pékin, fut la création de système de statistiques selon le sexe. Des exemples en Amérique latine en sont le *CEPAL*, qui par des

indicateurs par sexe, permet de veiller à l'accomplissement des engagements de Pékin ainsi que des Objectifs du Millénaire pour l'Amérique Latine.

Les indicateurs permettent à l'Etat et aux organismes de coopération de (re)définir où se concentrent les ressources, de hiérarchiser les actions et de mettre l'accent sur les interventions envers des groupes spécifiques ou des aires géographiques déterminées. Les différences dans la possession et l'accès aux ressources économiques et financières, la prise de décision dans les différentes sphères politiques et économiques, y compris de chacun sur sa propre vie, provoquent des inégalités entre personnes et groupes sociaux. Selon Naïla Kabeer (2003), le genre est un principe organisateur de la distribution du travail, de la propriété et d'autres ressources et valeurs sociales. Ignorer ces inégalités constitutives de la société empêche une bonne utilisation des ressources disponibles et des acquis de justice sociale et économique. Ces inégalités de genre peuvent s'exprimer dans différents domaines et être illustrées par des indicateurs qui prennent en compte :

- les asymétries du marché du travail : différences salariales, concentration féminine dans un nombre réduit de secteurs, sur-représentation dans des micro et petites unités de production et dans le travail informel et indépendant.
- la présence rare des femmes dans le mouvement syndical, parmi ses cadres dirigeants et dans les négociations.
- une représentation disproportionnée chez les dirigeants politiques et les cadres gouvernementaux.

Par exemple, l'*INEGI*, au Mexique, a élaboré un système d'indicateurs pour le suivi de la situation des femmes au Mexique, avec pour objectif principal la présentation d'indicateurs de genre, liés avec la thématique de base du Programme national pour l'égalité des chances et de lutte contre la discrimination des femmes 2001-2006 (*Proequidad*). Avec comme but d'apporter une réponse aux différents utilisateurs, il présente un vaste choix d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur différentes thématiques basiques ou émergentes, qui permettent d'identifier les situations prioritaires. Cela permet d'améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des actions gouvernementales et de la société civile, de promouvoir la participation des femmes avec les mêmes chances que les hommes, au processus de développement.

Nouvelles initiatives : des indicateurs liés à l'utilisation du temps.

Le travail non rémunéré est important pour la communauté, particulièrement dans les cas de crises, pour assurer l'alimentation des secteurs exclus. La pauvreté est plus qu'un manque de moyens, c'est aussi un manque de temps, et bien souvent une surexploitation du temps.

Le travail des agences des Nations unies comme le *CEPAL* a favorisé le respect de ces dimensions, bien que cela n'ait pas été relayé dans la majorité des pays. Par exemple, les indicateurs en relation avec l'utilisation du temps.

L'analyse économique se décline en terme de production mercantile (secteur domestique, privé et public plus les importations) et de demande (consommation, dépenses publiques et exportations). L'économie reproductive n'est pas prise en compte. Il y a une tendance à voir le travail reproductif comme un aspect naturel du rôle des femmes, et non comme un travail, car non rémunéré. Signalons aussi que le référent de l'analyse économique se base sur l'activité économique masculine.

Le coût de la reproduction et du maintien de la force de travail d'une société déterminée continuera à être invisible tant que la gamme des activités économiques n'inclut pas le travail domestique non rémunéré. Par exemple, l'analyse de la pauvreté ou de l'égalité sociale demande l'intégration d'un indicateur différencié de charge du travail **total**.

Pour un indicateur de la division sexuelle du travail : il faut prendre le pourcentage du temps de travail total des hommes dans le travail domestique et du foyer, et y soustraire le pourcentage des femmes pour la même donnée.

Il existe une différence entre sexes dans la répartition du temps destiné aux besoins personnels, aux soins à d'autres personnes, à l'éducation et/ou la formation, au temps libre.

Des outils pour la recherche sur le genre et le commerce

Le travail de recherche réalisé a pour but d'aider des techniciens à incorporer la perspective de genre dans les analyses, politiques et organisations, de pouvoir réaliser une meilleure approximation sur la situation actuelle et, concrètement, sur l'impact des politiques commerciales sur les femmes et les rapports de genre. Il existe des

effets directs et indirects du commerce sur la situation des hommes et des femmes.

L'hypothèse de recherche est que l'augmentation du travail féminin rémunéré dû au développement du commerce peut contribuer à la rupture de la traditionnelle division du travail et améliorer les possibilités de participation économique, sociale et politique des femmes. S'il n'est pas une condition suffisante pour améliorer les rapports de genre et l'*empowerment*, cet état de fait peut en être une bonne base. Pour autant, il est intéressant de connaître l'évolution de quelques variables qui peuvent être une clé de réponse aux questions suivantes :

Les possibilités d'emploi pour les femmes augmentent-elles ou diminuent-elles ? La fracture entre le taux de chômage de l'homme et de la femme varie-t-elle ? Quels secteurs d'activité ont ouvert des possibilités aux femmes ? Les femmes détiennent-elles plus de contrôle sur les ressources et sur les possibilités d'améliorer la situation des enfants et d'autres indicateurs de développement humain ?

Indicateurs de volonté politique

Ces indicateurs permettent de relier étroitement les pratiques commerciales et les droits des femmes par des critères garantissant l'application de normes internationales de droits et de standards de travail dans les accords commerciaux ; ils encouragent la création d'instances pour la participation et l'implication citoyenne, de mécanismes pour l'égalité de genre, par exemple, l'égalité hommes-femmes dans la représentation parmi les négociateurs.

Autre exemple, au sein du *Mercosur*, une structure institutionnelle et des mécanismes ont été mis en place, notamment, des réunions spécifiques sur les femmes.

Les limites des indicateurs ou comment bien les utiliser

Les indicateurs ne démontrent pas une stricte causalité entre les mesures proposées et les résultats obtenus. Par exemple, l'analyse réalisée pour le marché du travail de quelques pays du *Mercosur*, en rapport avec la situation des femmes, montre d'importantes différences en terme d'emploi et de conditions de travail et salariales par rapport aux pays d'Amérique centrale ou des Caraïbes.

Ils ne mesurent pas nécessairement les conséquences des politiques mais plutôt l'évolution de la situation. Dès lors, ces recherches sont

nécessaires étant donné la complexité des phénomènes dont on prétend rendre compte. Autre exemple, les changements structurels des économies modifient les indicateurs sans refléter nécessairement des améliorations d'égalité sociale. C'est le cas de la réduction de la brèche salariale due à la diminution des salaires masculins.

Il existe des difficultés à suivre les nouveaux développements conceptuels. Par exemple, le poste de chef de famille par sexe comme base de l'analyse de la féminisation de la pauvreté.

Les indicateurs, une baguette magique ? Non, mais...

- Ils contribuent à renforcer les débats, rendant objectifs les concepts et les demandes ; ils améliorent les résultats généraux des décisions politiques, des programmes, en montrant quel est le genre des processus et dès lors, celui des résultats.
- Ils collaborent à la révision conceptuelle et pratique de l'importance des rapports de genre.
- Ils exigent une action politique et des processus de sensibilisation destinés aux organismes, aux décideurs et aux fonctionnaires.
- Il est nécessaire de démontrer leur utilité aux gouvernements qui poursuivent des objectifs d'égalité sociale et d'efficacité économique.
- Ils sont d'importants instruments politiques s'ils sont diffusés, leur usage et leur utilité sont démontrés si les organisations sociales sont impliquées tant dans le choix que dans le suivi de ces indicateurs.
- Il ne s'agit pas seulement de processus ou de décisions de nature technique ou mais aussi de nature politique.
- Néanmoins, le progrès des recherches (base de l'élaboration d'hypothèses, de l'identification de problèmes et du choix précis des indicateurs) est un apport indispensable pour améliorer les résultats.

En résumé, les indicateurs de pauvreté et de genre

- Sont des phénomènes multidimensionnels et hétérogènes.
- Apportent de nouvelles conceptualisations et critiques des formes de mesures conventionnelles.
- Permettent d'élaborer des recommandations pour la collecte et le traitement d'informations (exemple : cheffes de familles versus nouvelles typologies de foyers).

- Doivent servir à faire des propositions dans différents domaines : santé, utilisation du temps, participation sociale et politique (empowerment).
- Sont nécessaires pour progresser dans les recherches depuis différentes perspectives et approches méthodologiques.
- Doivent cumuler les approches quantitatives avec les approches qualitatives (les indicateurs qualitatifs contribuent à combler le manque d'information).
- Doivent assurer une répartition par sexe dans les systèmes statistiques nationaux et régionaux.

L'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes en Afrique (IDISA)

par Tacko Ndiaye Ndèye

Commission Economique pour l'Afrique¹ et Centre Africain pour le Genre et le Développement².

L'IDISA est un cas concret d'indicateur de développement, fruit d'un consensus qui a mis 4 ans à s'établir.

C'est un indice composite comprenant 2 parties :

- L'Indice de la condition féminine (ICF) qui rend compte d'aspects liés à l'égalité entre les sexes qui peuvent être **quantifiés** dans divers domaines : social, politique et économique (par exemple, on y retrouvera pas d'indice de la mortalité maternelle, car il n'y a pas d'équivalent pour les hommes).

L'ICF comporte 3 rubriques :

- Pouvoir Social ' Capacités' (Education, santé)
- Pouvoir Economique 'Opportunités'
- Pouvoir Politique 'Pouvoir d'Action' – aller au-delà des postes ministériels et parlementaires, mais aussi dans les professions de juges, de magistrates, dans les ONG, les associations patronales, les syndicats, les ambassades,...

- Pour chaque variable, l'indicateur de l'égalité entre les sexes se calcule de la même manière:
 - Comparaison des résultats obtenus par les femmes et des résultats obtenus par les hommes. Plus l'indicateur se rapproche de la valeur 1, meilleurs sont les résultats en matière d'égalité des sexes.
 - L'indicateur est aussi calculé pour chaque sous-composante, pour chaque composante et pour chaque rubrique.

¹ La Commission économique pour l'Afrique (CEA) est le bras des Nations-unies en Afrique, chargé d'appuyer le développement.

² Le centre africain pour le genre et le développement est quant à lui chargé d'intégrer le genre dans leurs actions, et de porter assistance aux Etats.

- L'indice est alors calculé pour refléter le profil général du pays.
- Le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBPFA) qui évalue, de manière **qualitative**, l'efficacité des politiques nationales de promotion et d'autonomisation des femmes. Il suit les progrès du Gouvernement en ce qui concerne la ratification et la mise en oeuvre effective des conventions relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans 4 domaines : les droits de la femme et les sphères sociale, économique et politique.

C'est un indicateur de volonté politique, comprise comme autre chose que la création d'un poste dans un ministère, mais qui permet d'analyser les avancées en terme de capacités, de budget et de pouvoir.

La performance des Etats membres pour chaque convention et pour chaque mesure est évaluée grâce à un système de notation à trois niveaux : 0 pour des résultats nuls ; 1 pour des résultats médiocres à moyen ; 2 pour des résultats bons ou excellents. Des commentaires détaillés expliquent les notes attribuées pour chaque évaluation.

Enseignements tirés

- L'élaboration d'un instrument tel que l'IDISA, de manière participative, impliquant divers acteurs à diverses étapes, est un processus long. Cependant, ce temps est nécessaire et conditionnel à l'appropriation et l'institutionnalisation.
- Il convient de créer un cadre approprié pour régler les désaccords éventuels résultant de la notation.
- Les pays ratifient beaucoup, mais il y a peu de suivi, peu de budget engagé,...
- Il y a un manque de données (budget/temps par exemple)

Voie à suivre

En 2006-2007, 26 pays vont être couverts. En Afrique Centrale (Congo Brazzaville, Gabon et Tchad), en Afrique de l'Est (Burundi, Djibouti, Kenya, Rwanda et Soudan), en Afrique du Nord (Algérie, Libye et Maroc), en Afrique de l'Est (Cap Vert, Liberia, Mali, Mauritanie, Nigeria, Sénégal et Gambie), en Afrique Australe (Angola, Botswana, Namibie, Zambie, Lesotho, Malawi, Seychelles et Swaziland). L'outil sera enrichi par rapport à certains domaines, comme l'eau et l'hygiène, et l'agriculture. Nous réfléchissons à développer des indices thématiques, comme un indice agricole par exemple.

Le système actuel de notation est trop restreint, et doit être amené à un niveau de 4 ou 5 points pour vérifier les diverses étapes de progrès.

Les limites de l'approche par Indicateurs pour aborder l'empowerment des femmes

par Sophie Charlier

Maître de conférence à l'Institut d'Etudes du développement UCL/GRIAL et Responsable du Département Partenariat (programmes et actions politiques) pour l'ONG Entraide et Fraternité.

Des indicateurs, pourquoi faire ?

Il existe beaucoup d'indicateurs, mais qui sont parfois très difficiles à manipuler.

Souvent, dans les indicateurs utilisés, l'approche est très individuelle, et la dimension collective, ainsi que celle du changement social, n'apparaissent pas. On mesure quelles sont les situations de pauvreté plutôt que les impacts des politiques. Souvent, les indicateurs en place participent d'une homogénéisation des situations. C'est un problème pour une approche comparative.

Comment mettre sur pied des indicateurs :

- Pour quelle approche conceptuelle de l'*empowerment* ?
- Quelle méthode utiliser pour définir une approche du processus d'*empowerment* qui ne dénature pas son sens profond : ses fondements de base. Les institutions internationales utilisent l'approche de l'*empowerment*, mais de façon très restreinte

Notion d'empowerment

- Dans la racine du mot *empowerment* on retrouve la notion de 'pouvoir', (niveaux de pouvoir) ;
- L'*empowerment* se confronte à la réalité et s'ancre dans une histoire ancestrale en relation avec l'organisation et la gestion traditionnelle des sociétés ;

- L'*empowerment* exprime l'importance de prendre en considération :
 - les relations entre les hommes et les femmes en lien avec la domination ;
 - les structures symboliques de la société ;
 - les institutions de la société.

Rappel du concept d'empowerment vu par les mouvements de femmes

Origines :

- Années 60 : le terme est alors utilisé dans le mouvement noir émancipateur Nord-américain, qui sera repris par après par les mouvements de femmes latino-américaines
- La théorie de Paolo Freire ramène à la notion d'empowerment, par l'acquisition d'une conscience critique : transformation des consciences par l'éducation comme pratique de la liberté : « *l'humain est capable de réflexion et d'action pour transformer sa situation, pour se libérer* »
- Plusieurs auteures vont théoriser le concept à partir de l'approche des mouvements de femmes du Sud : Naïla Kabeer en Asie, Magdalena León en Amérique latine, Sarah Longwez, etc.

Quatre approches du 'pouvoir' (inspirées de la théorie de Foucault)

- "le pouvoir sur" : repose sur les rapports soit de domination, soit de subordination, mutuellement exclusifs.
- "le pouvoir intérieur" : se réfère à l'image de soi, l'estime de soi, l'identité et la force psychologique. Par exemple, pour les acteurs de l'économie solidaire dans des projets de commerce équitable en Bolivie, l'estime de soi et la confiance en soi s'exprimaient par le fait d'oser prendre la parole en public, ce qui changeait pour les femmes la façon dont elles se voyaient elles-mêmes, et aussi par rapport à leur famille, la société.
- "le pouvoir de" : un pouvoir qui comprend la capacité de prendre des décisions, d'avoir de l'autorité, de solutionner des problèmes et de développer une certaine créativité qui rend apte à accomplir les choses (capacités intellectuelles, moyens économiques, accès et contrôles des ressources...). Les capacités techniques acquises

par les femmes dans un projet économique et leur formation les amènent à acquérir une conscience critique plus importante, notamment parce qu'elles ont plus de ressources. La question de l'avoir est une question importante dans les changements des relations de genre.

- "le pouvoir avec" : un pouvoir social et politique, qui met en évidence la notion de solidarité, la capacité de s'organiser pour négocier et pour défendre un objectif commun. Le groupe construit lui aussi une conscience critique. Avec un changement au sein des associations, et l'émergence de leaders qui vont aller dans les différentes instances avec la parole du groupe, des changements vont s'opérer dans les communautés locales et les quartiers.

Empowerment : deux niveaux

L'*empowerment*, fait référence

- à l'individu : au pouvoir qu'il peut avoir sur sa propre vie, sa capacité de décider
- au collectif : au pouvoir des individus au sein du groupe dans une vision collective de changement social, de plus de justice entre les hommes et les femmes (la participation politique).

La mesure de l'empowerment selon Naila Kabeer

doit inclure :

- Une approche des capacités individuelles et collectives qui permettront de gagner l'espace, d'accéder et de contrôler les moyens (les ressources, le pouvoir, etc.)
- La manière dont les opportunités de prise de pouvoir pourront être utilisées ou laissées pour compte ; de même que la manière dont celles-ci permettront un changement dans l'environnement immédiat et plus large
- L'analyse des facteurs externes qui permettent (ou freinent) le processus *d'empowerment*.

Il est impératif de composer la mesure et les dimensions de *l'empowerment* avec les partenaires.

Critiques des indicateurs utilisés par les Institutions Internationales

C'est évidemment une approche très différente de celle des institutions internationales, qui ne prennent pas en compte la dimension d'émancipation. Leurs indicateurs visent une approche individuelle de l'*empowerment*, et perdent en chemin la dimension collective de changement social.

Par exemple, si l'on tient compte de la proportion de femmes au Parlement, encore faut-il voir pour quelle représentation ? S'il l'on veut augmenter la proportion de femmes «professionnelles» et techniciennes, c'est pour défendre quel type de société ? Veut-on plus de femmes dans les *maquilas* d'Amérique latine ?

Si l'on veut augmenter l'alphabétisation, laquelle ? Le minimum, pour mener une activité économique ou des outils pour comprendre la société et développer une conscience critique ?

Il faut aller plus loin que ces indicateurs et la dimension individuelle qu'ils incluent.

Questions des parlementaires présentes

Pierre Galand³, Zoé Genot⁴, Laurence Weerts⁵ et Olga Zrihen⁶

Question de Zoé Genot : En Belgique, on tente d'atteindre le 0.7 % du PNB pour l'aide publique au développement. Les chiffres ont augmenté, mais dans ce pourcentage, se retrouve tout et n'importe quoi, comme la prise en charge des demandeurs d'asile pendant la première année de leur séjour, alors que cela ne devrait pas ressortir du budget de la coopération. Cela montre qu'on peut faire dire beaucoup de choses à un indicateur. Qui gouverne ces indicateurs ? Aussi, je me pose la question de savoir comment faire pour que ce ne soit pas un beau rapport qui dort ?

Tacko Ndiaye : D'une part, nous avons besoins que les Etats membres des Nations unies s'approprient l'IDISA, et d'autre part des conditions de rigueur à respecter. Nous nous basons sur des actions concrètes. Le mécanisme que nous avons utilisé à été de passer par des conseillers consultatifs nationaux mis en place par le ministre en charge de la condition féminine ou de l'égalité des chances pour collaborer avec les différents ministères qui travaillent sur les statistiques : agriculture, santé, suivi de la cellule de réduction de la pauvreté. Nous tentons par là de réconcilier les chercheurs et le monde politique. Au niveau régional, on retrouve les membres des 12 pays où l'IDISA est testé, ainsi que les agences de l'ONU comme Habitat ou le Fnuap, qui développent des indicateurs. Il y a différents niveaux d'appropriation des indicateurs. Il faudrait pouvoir coupler aspect qualitatif et quantitatif, pour évaluer l'impact de la politique.

³ Pierre Galand est sénateur PS, Président de la commission spéciale « Mondialisation », suppléant de la commission Affaires sociales et président de nombreuses ONG et associations.

⁴ Zoé Genot est députée fédérale Ecolo, membre effective de la Sous-commission « Droit de la famille », membre de la commission affaires sociales, membre de la commission spéciale « Mondialisation ».

⁵ Laurence représentait ce 8 mars la Sénatrice CDH Clotilde Nyssens, membre du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, membre de la commission affaires sociales.

⁶ Olga Zrihen est sénatrice, Membre du comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, Vice-présidente de la Commission femmes du Parti socialiste européen.

Qui doit choisir ? Dans le cas de l'IDISA, nous avons défini l'indicateur, mais nous avons intégré des indicateurs intéressants qu'avaient certains pays.

Alma Espino Gonzalez : Tout d'abord, il y a une grande difficulté dans la sélection des indicateurs : on a tendance à être fasciné par une multitude d'indicateurs, qui apparaissent peu représentatifs. Il existe un système général de statistiques de genre, reprenant certains objectifs politiques d'égalité, mais les indicateurs ne peuvent pas tout expliquer. Le fait de les lier le plus possible aux engagements est une façon de sélectionner et de simplifier. L'utilisation des indicateurs est fondamentale, ainsi que l'implication des organisations politiques. D'autres exemples existent, encore inachevés : la réunion spécialisée « genre » du Mercosur, qui regroupe des ministres et membres des États membres, des organisations sociales qui ont une présence dans l'ensemble des pays,... C'est la possibilité de déterminer des indicateurs partagés entre les organisations de la société civile et les organisations officielles.

Question de Olga Zrihen : avec les indicateurs, on tient une nouvelle manière de travailler sur un certain nombre d'aspects. Mais dans le choix des indicateurs, on se rend compte que souvent, ils sont le produit d'une analyse, d'une culture, d'un développement, d'une vision anticipative de comment le développement peut se faire. Il faut vérifier que soient associés ceux qui mettent les indicateurs en place, ceux qui les utilisent et ceux qui les évaluent. Ma question est liée à la donnée temps : les analyses actuelles se réfèrent à un contexte passé. Comment développer des indicateurs prospectifs, pour pouvoir anticiper des situations ?

Alma Espino Gonzalez : les indicateurs peuvent nous permettre d'avoir une idée sur ce que seront les impacts d'une politique. Sur l'environnement, il existe des anticipations des dégâts que lui causera une politique économique. Il existe une expérience menée par la coopération canadienne, de prendre trois scénarios et de voir quelles répercussions cela va avoir sur les femmes et les hommes. L'Accord de Libre Echange aux USA, l'Aleá dans les Amériques, et les relations entre les pays du Mercosur. Le but est de mesurer les impacts sur le travail des hommes et des femmes, et de mettre en place un indicateur pour voir ce qu'on peut faire pour diminuer les risques.

Sophie Charlier : je voudrais ajouter qu'on ne doit pas être coincés, et qu'en tant que politique, vous pouvez interpellier les autorités exécutives pour que l'approche aille plus loin, dans les projets de politiques de développement. Mais il est important de prévoir l'impact des politiques.

Tacko Ndiaye : nous ne voulons pas mettre l'accent sur la comparaison entre pays mais plutôt sur l'échange de bonnes pratiques. Pour ce qui est de l'anticipation, nous travaillons sur la modélisation macro-économique. On voit l'impact des politiques commerciales via des simulations micro-économiques. On mène d'ailleurs une expérience en Afrique du Sud sur cette base d'analyse.

Question de Laurence Weerts : en Afrique, un indicateur est déjà mis en œuvre. En Belgique, le ministre Verwilghen⁷ vient de se prononcer sur les statistiques publiques : il n'est pas prêt à assumer le coût d'un *gendermainstreaming* en leur sein.

L'approche critique de Sophie Charlier est intéressante, car trop souvent la coopération au développement est de la gestion de la pauvreté, et non de la création des conditions d'émancipation. Peut-on imaginer que dans la dimension qualitative de l'IDISA, un indicateur soit ajouté qui amène cette dimension plus critique, plus large de l'*empowerment* ?

Tacko Ndiaye : il est possible de réconcilier la dimension qualitative de l'Idisa et la dimension de l'*empowerment*. Par rapport à la grille de Sophie Charlier, l'IDISA ne couvre pas le « pouvoir intérieur », l'identité, l'orientation sexuelle. Nous couvrons principalement les pays qui sont au stade de la mise en œuvre de ce qu'ils ont signés. Nous sommes ouverts à l'approche présentée par Sophie Charlier, sur des recommandations concrètes. Actuellement, il y a un gros problème quant aux droits de la femme. Dans le cadre du VIH Sida, il y a encore cette croyance que la femme est la propriété de son mari, le viol conjugal n'est pas reconnu, et il existe un vide juridique à ce niveau. Il faut voir comment les Etats membres vont combler ce vide.

Sophie Charlier : il y a des liens avec l'approche de l'*empowerment* si on augmente la part qualitative, et si on intègre

⁷ Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique

la dimension des mouvements sociaux, avec ses deux dimensions. On parle de macro, de micro, mais les indicateurs doivent être réalisés à partir des acteurs avec lesquels on veut travailler. Cela montre l'importance dans la formation des dirigeants face aux mouvements de base qui peuvent se trouver à des niveaux différents, et parfois plus macro, mais dans la réalité c'est peu le cas. En Bolivie, on voit la différence avec le nouveau gouvernement.

Alma Espino Gonzalez : J'ai trois commentaires : tout d'abord sur l'*empowerment* et le droit, et la façon dont il faut différencier les choses. En Amérique latine, dans certains cas, l'accès au droit est universel, mais les pratiques et les résultats ne changent pas. Quand on a parlé du cas de la Belgique, il a été évoqué la réaction d'autorités de considérer trop chère la mise en place d'indicateur selon le genre. A ce niveau, il faut sans doute voir ce qui coûte le plus cher : les indicateurs ou les discriminations, qui pourraient être évitées ou réduites si les premiers étaient mis en place ? Il est important de pouvoir démontrer ce qui coûte le plus cher.

Questions de Pierre Galand : quand on se promène dans un Mol (gigantesque complexe commercial) en Amérique latine, on peut remarquer que les politiques commerciales choisissent d'accorder une carte de crédit aux hommes plutôt qu'aux femmes, parce que leurs choix de consommation correspondent plus aux produits qu'ils vont mettre sur le marché. La femme fait des choix différents. Cette modélisation a des effets pervers, car elle opère des projections sur l'avenir des ménages tels qu'envisagés par les multinationales de la distribution. Comment mettre en place des indicateurs pour voir comment intervenir et avoir une influence sur ce type de tendance ?

L'avènement de poids sur la scène internationale de pays comme le Brésil, la Russie, la Chine a des répercussions sur la division internationale du travail. Il y a des emplois différenciés selon le Nord et le Sud, et cela crée des conflits d'intérêt entre des mêmes groupes de gens entre le Nord et le Sud. En terme de modélisation économique, y aurait-il un instrument qui permettrait de transformer l'économie afin que la société ne mène pas à cela ?

Tacko Ndiaye

Le modèle économique ne prends pas en compte la force de travail des ménages. Le travail domestique n'est pas considéré comme du travail. Les rôles entre les hommes et les femmes sont différents, comme les besoins et les intérêts, qui sont liés à ces

rôles. Très souvent, ils ne sont pas pris en compte. L'optique est d'arriver à une simulation micro-économique par rapport à une politique macro-économique. Si on prend l'accord commercial de l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*⁸), où se situent les femmes en tant que bénéficiaires ? Ce serait intéressant à développer, en terme d'impact d'une politique différenciée par rapport aux groupes. A Maurice, aux Seychelles, beaucoup d'investisseurs partent, or c'étaient les femmes qui travaillaient dans le textile. On est en train de voir ce qui se passe en terme d'impact.

Sophie Charlier

Il existe un rapport avec la manière dont on a considéré les différents niveaux de pouvoir. « Le pouvoir avec », c'est la conscience critique, qui questionne le type de développement – finalité- et le marché en tant que pourvoyeur de développement.

Alma Espino Gonzalez

Les économies émergentes et les changements des intérêts Nord/Sud, sont une donne devenue importante depuis les années 90'. Le Sud est assez hétérogène, et cette hétérogénéité est importante à reconnaître. La Chine est un pays émergent, et les entreprises quittent les *maquilas* d'Amérique latine pour aller s'y installer, ce qui crée un conflit d'intérêt sud-sud. Comment localiser la nouvelle division du travail ? L'impact des politiques libérales, c'est la destruction de l'emploi, et la dégénération de certains emplois qui étaient de bonne qualité.

La contribution des indicateurs à la mise en valeur de ces problèmes est importante.

Débat avec le public

Les questions du public se sont concentrées sur l'importance de collaborer, à un niveau européen sur la mise en place d'indicateurs, afin que dans les actions de développement, n'apparaissent pas de différences entre les coopérations belge et anglaise dans ces domaines, par exemple.

La question de l'*ownership* des pays du Sud fut également posée. L'intérêt, notamment pour la DGCD et la CTB, fut de disposer d'indicateurs pour réaliser leur travail. Les administrations sont en demande d'outils, dont elles ne disposent pour l'instant pas pour

⁸ AGOA : loi nord-américaine qui facilite les exportations d'une quarantaine de pays africains vers les Etats-Unis.

organiser le suivi de leurs actions et savoir ainsi si leur travail est efficace. Elles demandent également de mettre ces outils en rapport avec les besoins très concrets des fonctionnaires.

A ce niveau, fut également posée la question de savoir comment rendre suffisant et efficace le travail des attachés de terrain, qui sont parmi les premiers concernés. Ils se servent du modèle évoqué par Sophie Charlier, mais de manière insuffisante, principalement pour des questions de temps à leur disposition. La question fut ainsi posée de savoir comment ce modèle peut mener à une check-liste plus spécifique ?

Aussi, avec les nouvelles formes et modalités de la coopération, quittant l'approche projet pour l'aide budgétaire, il faut se poser la question de voir comment la dimension genre peut être intégrée. Et dès lors, de quelle façon utiliser ces outils.

Comment demander aux partenaires du Sud de développer des indicateurs en fonction du genre, alors que souvent dans nos pays on a déjà des difficultés à ce niveau. Comment, dans la démarche de l'IDISA, a-t-il été décidé que 12 pays se mettent ensemble ? Comment font-ils pour faire redescendre l'information ?

Existe-t-il des indicateurs qui expliquent pourquoi les femmes migrent, et l'impact de leur migration sur le développement des pays qu'elles ont quittés, par rapport aux hommes qui ont le même parcours. Peut-on faire jaillir, à partir de ces indicateurs, le changement culturel que cela produit ?

Il faudrait quitter l'omniprésence des indicateurs quantitatifs, et recueillir des récits de vie des gens eux-mêmes sur le problème concerné, et que ceux-ci évaluent eux-mêmes.

Enfin, comment installer également le *mainstreaming* du handicap dans le développement. Dans l'IDISA, est-ce que le droit d'accès à la santé des femmes qui ont un handicap est pris en compte ?

Réponses des intervenantes :

Sophie Charlier : l'idée de faire des indicateurs avec une check-list bien définie peut-être bien, mais il faut rester critique face à la tendance au formatage.

Sur la question des migrations, on doit pouvoir déterminer des indicateurs de changements, avec les acteurs de terrain, et il n'existe pas pour moi de « prêt à l'emploi ». On doit aussi pouvoir dire que les choses sont différentes d'un acteur à l'autre. On doit, en tant que politicien-ne, pouvoir tenir compte de cela.

Tacko Ndiaye : la dimension de l'*ownership* est effectivement très importante. Dans le tableau de bord, nous essayons de ne pas mesurer l'effort extérieur. Dans les allocations de ressources, nous ne prenons pas note d'elles si elles viennent de l'extérieur.

L'Afrique vit un petit renouveau sur la question du genre. En juillet 2004, il y a eu des déclarations au sein de l'UA (Union Africaine), et l'engagement de rapports annuels de la part des chefs d'Etats. Au sein du NEPAD s'est installé un mécanisme de revue selon les paires. Les Etats s'évaluent mutuellement, avec une composante genre très forte sur la gouvernance (exemple du Ghana).

A l'UA, pour chaque sous-région, il y a deux commissaires, un homme et une femme, à chaque fois. Cela dit, il faut pousser pour que la parité arrive aussi au niveau national.

Sur la migration : avec une approche qualitative de la traite des femmes, on a pu mettre en œuvre des politiques pour lutter contre ce fléau.

Sur l'aspect plus qualitatif que doivent avoir les indicateurs : nous appuyons les gouvernements, et n'allons pas voir les récits de vie.

Parfois, au niveau national, on peut retrouver cette approche, comme dans le rapport de l'Afrique du Sud, qui abordait ainsi les questions du racisme et du genre. Parfois, cela peut germer au niveau régional.

Actuellement il y a douze pays, mais nous comptons atteindre à terme les 53 pays africains, et au moins passer à 26 en 2006.

Par rapport aux personnes handicapées : on ne peut pas trouver pire situation que d'être femme, pauvre et handicapée, à peu près dans tous les domaines : dans l'accès aux maternités, l'éducation, où elles finissent par abandonner, le cadre de vie étant trop dur et inadapté.

Ateliers

Dans les ateliers, nous allons voir comment dans les ONG, associations, groupes de recherches, peuvent s'inspirer des démarches esquissées lors des exposés, et prendre des initiatives.

A partir de ces pratiques, comment s'en servir pour mettre ensemble différents intervenants ?

Atelier 1, animé par Sophie Charlier

Une dizaine d'ONG étaient présentes. Ont été largement évoqués le fait qu'il faille du temps pour construire des indicateurs concrets : une à deux semaines de travail pour élaborer un ou deux indicateurs. Dans une phase d'identification, ça coûte évidemment cher. Il faut une incitation plus grande des politiques pour intégrer le genre dans toutes les actions, ce que prévoit la loi de 99. 1 % du budget est prévu pour l'évaluation, il en faudrait 5 pour y intégrer le genre.

Il faut également mener une sensibilisation des ONG. On a vu que les indicateurs qui ressortent d'une démarche telle que Sophie Charlier l'exposait, sont concrets, mais aussi qualitatifs, comme par exemple le sentiment d'*empowerment* qu'ont les femmes quand elles prennent la parole en public.

L'éternelle question de l'imposition d'une démarche venue du Nord est également ressortie, mais on remarque la volonté dans ce sens des acteurs du Sud qui sont présents.

S'est également posée la question de la complémentarité possible entre l'*empowerment* local et l'outil macro-économique. Il en est ressorti qu'il fallait donner la priorité au micro, car c'est à ce niveau que s'ancre le développement durable. Ce qui est possible si le temps et la volonté existent au sein des ONG et institutions. Il faut donc plus de moyens pour l'effectuer, ainsi qu'une sensibilisation des ONG.

Atelier 2, animé par Alma Espino Gonzalez

La difficulté de la collecte des données est très importante, due à la résistance face aux questions, la multiplicité des indicateurs, et la difficulté de travailler avec des indicateurs plus importants. On fait souvent la confusion entre indicateur de genre et indicateur sexospécifique.

Comment se concerter pour choisir des indicateurs ?

Une observation importante a émergé, disant qu'il fallait réviser les outils de collecte de données, et les types d'indicateurs traditionnels. Quand on parle de la féminisation de la pauvreté, il faut pouvoir aborder ce qu'être pauvre veut dire, et il manque cruellement à ce niveau de multidimensionalité. Il faut redéfinir les indicateurs traditionnels dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Il est dangereux de rester sur des indicateurs sexo-spécifiques qui ne prennent pas en compte les rapports de genre. Il est important de se concerter entre les différents acteurs de la société civile, de sensibiliser les gens sur le genre car cela pose un réel problème au niveau des pratiques. Il faut prioriser les objectifs.

Atelier 3, animé par Tacko Ndiaye

Une quinzaine de personnes ont participé à l'atelier, uniquement des femmes. Des doctorantes à l'université, des fonctionnaires de la DGCD, de la CTB, des membres d'ONG.

Plusieurs constats sont apparus :

- le décalage entre les textes ou cadres juridiques et les pratiques sur le terrain.
- l'existence d'indicateurs, mais les doutes quand à ce qu'ils recouvrent
- l'obligation de produire des indicateurs objectivement vérifiables.
- les indicateurs quantitatifs de genre ne sont pas intégrés
- il est difficile d'avoir des indicateurs diffusés à des niveaux assez restreints pour différencier les régions.
- les ONG doivent donner des indicateurs, mais elles sont souvent peu équipées. Elles renvoient à la question de l'administration. Le processus de formulation de ces indicateurs n'est pas soutenu, et il faut renforcer les capacités des gens de terrain.
- il est essentiel d'avoir une vision politique, car la question centrale n'est pas technique. Ne pas tomber dans une vision techniciste parce qu'on dénomme indicateur ce qui hier était analyse. Il faut être attentif aux concepts et conceptions du développement que l'on diffuse par là.
- comment faire du plaidoyer, faire pression pour que les inégalités de genre régressent ?
- il faut une volonté politique de collecter l'information.

En terme de recommandations :

- **renforcer la volonté politique et faire pression pour cela**

- **faire en sorte que la définition d'un indicateur se fasse par un-e intervenant-e de terrain, pour déboucher sur une contribution commune, en phase avec le vécu, car derrière tous ces chiffres, il y a évidemment des personnes.**

L'Indice de la condition de la femme (ICF)

Rubrique	Composante	Sous-composante	Indicateur	Sources	
Pouvoir social (Capacités)	Éducation	Scolarisation	Taux de scolarisation primaire	Ministères de l'éducation, RP et EM	
			Taux de scolarisation secondaire	Ministères de l'éducation, RP et EM	
			Taux de scolarisation	Ministères de l'éducation, RP et EM	
		Abandon scolaire	Taux d'abandon primaire	Ministères de l'éducation	
			Taux d'abandon secondaire	Ministères de l'éducation	
			Analphabétisme	Aptitude à lire et écrire	RP
	Fin d'études primaires	RP, EDS ou EM			
	Santé	Santé infantile	Retard de croissance des moins de 3 ans	EDS, EMNV, DSA	
			Insuffisance pondérale des moins de 3 ans	EDS, EMNV, DSA	
			Mortalité des moins de 5 ans	RP, EDS, EMNV, DSA	
Espérance de vie à la naissance		RP et perspectives démographiques			
Nouvelle infection par le VIH/sida	Ministères de la santé				
Temps hors travail	Enquêtes sur les budgets-temps				
Pouvoir économique (Opportunités)	Revenus	Salaire	Salaires agricoles	Enquêtes agricoles	
			Salaires de la fonction publique	Ministères de la fonction publique	
			Salaires du secteur formel (public et/ou privé)	Enquêtes sur les entreprises	
			Salaires du secteur informel	Enquêtes sur le secteur informel	
	Revenus	Revenus tirés des entreprises informelles	Enquêtes sur le secteur informel		
		Revenus tirés des entreprises agricoles familiales	Enquêtes agricoles et EMNV		
		Revenus tirés des envois de fonds et des transferts entre les ménages	EMNV		
	Budget temps ou emploi	Budget-temps	Temps consacré à des activités économiques marchandes (comme salarié, à son propre compte ou comme employeur)	Les variables du budget-temps sont désagrégées par groupe d'âge et par zone (urbaine et rurale)	Enquêtes sur les budgets-temps
			Temps consacré à des activités économiques non marchandes ou (en tant qu'aide familiale non salariée) à des activités économiques marchandes,		Enquêtes sur les budgets-temps
			Temps consacré à des activités non économiques domestiques, de garde et de bénévolat		Enquêtes sur les budgets-temps
	Emploi	Ou: Part de l'emploi salarié, à son propre compte ou comme employeur dans l'emploi total	RP, EPA ou EM		
	Accès aux ressources	Moyens de production	Propriété de parcelles, maisons ou terres rurales ou urbaines	A collecter	
			Accès au crédit	Enquêtes sur le secteur informel	
Liberté de disposer de son revenu			EDS		
Postes de direction		Employeurs	RP ou EPA		
		Hauts fonctionnaires (hiérarchie A)	Ministères de la fonction publique		
Membres de syndicats professionnels	A collecter				
Postes administratifs, scientifiques et techniques	RP, EPA ou EM				
Pouvoir politique (Pouvoir d'action)	Secteur public	Membres du parlement	A collecter		
		Ministres	A collecter		
		Juges des hautes cours	A collecter		
		Membres des conseils locaux	A collecter		
			A collecter		
	Société civile	Hautes fonctions dans l'administration (institutions publiques, gouverneur de région ou ambassadeur)		A collecter	
		Partis politiques	A collecter		
		Syndicats	A collecter		
		Associations patronales	A collecter		
		Syndicats professionnels	A collecter		
		Directeurs ou gérants d'ONG	A collecter		
Chefs d'associations ou d'unions communautaires	A collecter				

EDS: Enquêtes démographiques et de santé; **EM:** Enquêtes sur les ménages; **EPA:** Enquêtes sur la population active; **EMNV:** Etude sur la mesure des niveaux de vie; **RP:** Recensement de la population; **DSA:** Enquête sur les dimensions sociales de l'ajustement.

Sources: elles proviennent des bases de données des pays étudiés; ceux-ci pouvaient aller au delà et explorer d'autres sources existantes.

Gender indicators in policy-making

par Amandine Bach (WIDE)

WIDE a co-organisé avec le Monde selon les femmes et le soutien de la Gauche unie européenne une réunion au Parlement européen le 9 mars 2006 sur les indicateurs de genre dans l'élaboration de politiques.

L'objectif de cette réunion était de diffuser et de réfléchir sur les indicateurs genre développés au niveau régional en Afrique et en Amérique latine avec un groupe de parlementaires et assistants intéressés par les questions de genre, commerce et genre et développement. D'une durée de 1h30, la réunion a permis à ces 8 parlementaires européens, conseillers de groupes politiques et assistants, de connaître le travail développé par Tacko Ndiaye et Alma Espino au niveau régional. Les présentations donnèrent lieu à un débat sur les points suivants :

- La manière de mettre en place de tels indicateurs avant que les politiques se mettent en place, notamment les politiques macro-économiques;
- L'intérêt réel des gouvernements pour de tels indicateurs. Est-ce que les gouvernements se préoccupent réellement d'avoir un bon ou un mauvais score ? Est-ce que l'Union européenne en tient compte quand elle négocie les Accords de partenariat économique ? Est-ce que les gouvernements changent leurs politiques ? Y-a-t-il des exemples de 'bons' pays ?
- Les indicateurs d'utilisation du temps.

Tacko Ndiaye a mis l'accent aux questions sur le besoin de données pour convaincre et pour étayer nos arguments. La plate-forme mise en place par la Commission économique pour l'Afrique n'est pas là pour comparer les pays, mais pour échanger les 'bonnes pratiques'. Les indicateurs développés ne permettent pas encore de mesurer l'impact des politiques macroéconomiques, mais ils permettent déjà de voir l'allocation budgétaire.

Alma Espino a expliqué plus en détail les indicateurs d'utilisation du temps, leur intérêt, mais aussi la difficulté d'avoir ces données. La récolte de ces données nécessite en effet des ressources humaines et financières du fait du grand nombre de questions à répondre. Cette nouvelle méthodologie est mise en place au Mexique.

La discussion s'est clôturée sur l'importance des indicateurs comme outil. Tout en reconnaissant leurs limites, les indicateurs sont des outils pour changer les choses, pour plaider une approche 'transformatrice' dans l'élaboration des politiques.

Collection « Analyse & plaidoyer » du Monde selon les femmes

Genre et mondialisation, les femmes analysent et résistent

Silvia Chejter, Hellen Grace Wangusa, Lilián Abracinskas,
Zo Randriamaro

2004

Education au développement : enjeux, définitions, principes pédagogiques et approche genre.

Claudine Drion

2005

L'approche genre dans les ONG, résultats d'enquête et recommandations

Sandra González Altea

2006

Genre et indicateurs de développement

Poupette Choque

2006

Enjeux de développement pour les femmes de R.D. Congo

Joana Joves et Hélène Ryckmans

2006

Femmes et développement durable, vision d'avenir, entrepreneuriat et recommandations

Claudine Drion

2006

Téléchargeables sur le site www.mondefemmes.org

WIDE
Gender Equality Centre



La journée d'étude du 8 mars 2006
était organisée par WIDE et Le Monde selon les femmes



Avec le soutien de :

l'Institut pour l'Égalité des
femmes et des hommes



La DGCD,
Direction générale de la
Coopération au Développement



l'Union européenne

www.mondefemmes.org